

En attendant Trump, épisode 2 : à Austin, un activiste pro-flingues en croisade contre les «restrictions»

Julien Gester

Jusqu'à la veille de l'investiture de Donald Trump le 20 janvier, notre correspondant traverse les Etats-Unis du Sud au Nord et chronique les espoirs et les craintes d'Américains suspendus entre deux présidences que tout, ou presque, promet d'opposer.

Michael Cargill peut déjà s'estimer gagnant avec [la réélection de Donald Trump](#). Non seulement son candidat l'a emporté, mais l'élection s'avère également des plus profitables pour le commerce d'armements et de formations à leur usage que ce Floridien de 55 ans a établi il y a une quinzaine d'années, entre un club de krav-maga et une agence d'intérim dans un centre commercial d'Austin, la capitale du Texas. Les ventes ont d'abord flambé les semaines précédant le scrutin, dopées par la peur, chez sa clientèle conservatrice, qu'une victoire de Kamala Harris n'entraîne de nouvelles restrictions. Après la défaite de la démocrate, ce sont ses classes pour débutants qui n'ont plus désempé : «*La fréquentation a soudain doublé par rapport à l'an dernier, on affiche complet*», exulte-t-il placidement, attablé au milieu du désordre de son arrière-boutique, constatant aussi l'afflux de nouveaux genres d'adeptes : «*Depuis l'élection, beaucoup de femmes, ou de personnes LGBT +*» qui appréhendent le retour de Trump comme un facteur de danger, voire une menace existentielle, «*viennent apprendre avec nous, afin d'assurer leur propre sécurité, comment porter, utiliser une arme.*» La très progressiste Austin, qui abrite l'une des communautés queer les plus importantes du pays, est aussi l'épicentre de l'hyperagressivité législative de l'Etat du Texas à l'encontre notamment des [drag shows](#) et des droits des personnes trans.

Un sourire vaste et passionné fend volontiers cette tête qui évoque celle d'une tortue, comme posée directement sur le corps très cultivé de «*mâle alpha*» qu'il revendique vouloir être. Mais Michael Cargill a le triomphe prudent, mesuré, et «*aucune attente*» envers la nouvelle administration. Tout juste «*un espoir*» : que le «*trifecta*» (le contrôle de la présidence et des deux chambres du Congrès) dont bénéficient les républicains à Washington pour deux ans au moins permette de «*démanteler certaines restrictions*» qui entravent selon lui le droit des Américains à s'armer, sanctuarisé par le deuxième amendement de la Constitution.

Plainte devant la Cour suprême

Il se méfie, pour être aguerrri à cette croisade de longue haleine – et parfois à fronts renversés : «*On en était déjà au même point il y a huit ans, et j'avais dû intenter une action en justice contre les agences du gouvernement de Trump. J'espère que ça ne se reproduira pas. Car je m'étais lancé seul dans cette bataille : même la NRA [le plus puissant lobby pro-armes du pays, ndlr] ne voulait pas s'opposer à Trump.*» Sa plainte, à l'époque, en remontant jusqu'à la Cour suprême, aboutira à la levée de l'interdiction fédérale des *bump stocks*, ces accessoires permettant de muer une arme semi-automatique en arme automatique. Une mesure qui avait été adoptée en 2017 [dans le sillage de la tuerie de Las Vegas, où un tireur équipé avait abattu 60 personnes](#) et blessé 413 autres en à peine onze minutes.

Mais pour Cargill, qui habite pourtant un Etat déjà parmi les plus permissifs, y compris en termes de port d'armes dit «constitutionnel» (sans aucun permis requis), il n'est pas de frontière en la matière qu'il ne s'agisse de repousser : *«Au niveau fédéral, il faut abroger le NFA [National Firearms Act], qui interdit la vente de mitrailleuses. Si j'en veux une, ou un silencieux, ça devrait être possible. Pour quelle raison l'armée aurait-elle accès à des trucs que les citoyens ordinaires ne peuvent avoir ? Sérieusement, pourquoi ?»* insiste avec une gravité appuyée l'ancien sergent abondamment décoré, passé douze ans sous l'uniforme militaire avant de se lancer à son compte. En marge de ses florissantes affaires, son activisme pro-flingues le conduit à animer un podcast, livrer des sermons à la chaire d'églises ou sur les campus, ou encore former des boy-scouts auxquels il administre ses manières affables et enjôleuses de camelot expert qui, à l'évidence, pour l'avoir vu à l'œuvre, saurait aisément convaincre une bonne sœur de se payer un bazooka.

«Les outils pour se défendre»

Il relate volontiers la tragédie familiale qui a enclenché son obsession militante pour une lecture absolutiste du deuxième amendement : sa grand-mère agressée à un arrêt de bus et violée en revenant de la bibliothèque, alors qu'elle avait repris à 70 ans des études d'infirmière. *«A partir de là, j'ai voulu que chaque membre de ma famille ait les moyens, les outils pour se défendre.»* Issu d'un environnement encore aujourd'hui plutôt démocrate – *«mais aux valeurs conservatrices sans forcément oser se l'admettre»* –, il s'est longtemps envisagé comme tel, avant de virer républicain en 2012, à la veille de l'ère Trump, par pragmatisme : *«[Les démocrates sont trop entêtés à vouloir contrôler](#) et, je pense, retirer ses flingues à la communauté noire, tout comme les toutes premières lois restrictives dans ce pays furent introduites pour en priver les Amérindiens. Avec ce en quoi je crois, je ne me sentais du reste plus le bienvenu dans ce parti.»* D'où son passage en face. Il conviendra certes qu'en tant qu'homme afro-américain et gay, ce n'est pas là le camp qui sert le mieux ses intérêts non-commerciaux. Mais *«pour moi, le deuxième amendement prévaut sur tout : mon arme me permet de protéger mes autres droits constitutionnels»*.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)